

SERVICES PUBLICS

La santé publique dans l'œil du cyclone !

En juillet 2007, le 1^{er} ministre Fillon déclarait que la France était en faillite. Par cette annonce aussi provocatrice que fausse, il donnait le coup d'envoi de la politique de révision générale des politiques publiques (la RGPP). En clair, l'Etat dépensait trop. Sous-entendu, il doit réduire ses dépenses, notamment dans les services publics ! Conséquence pour les fonctionnaires : 160 000 postes supprimés en 4 ans !



Le service public de santé n'échappe pas à cette politique et le groupe hospitalier du Havre (GHH) non plus ! Au cours des dernières réunions avec les élu-es au CA, la direction a transmis les projections de déficit cumulé sur les années à venir : 40 millions d'euros en 2009, 80 en 2010, 128 en 2011 et enfin 183 millions en 2012 ! Il ne s'agit pas de nier les difficultés mais il faut bien comprendre que ces déficits sont la conséquence des différents plans qui devaient soit disant sauver l'hôpital public mais qui, en réalité, préparaient d'une part des milliers de suppressions de postes, et d'autre part la privatisation de notre système de santé ! La direction de l'hôpital du Havre a tout fait pour asphyxier l'hôpital et creuser les déficits car, avec la nouvelle tarification à l'acte (la fameuse T2A), le manque de lits, le manque de médecins et de personnel ne peuvent qu'aggraver la situation ! Les déficits annoncés ont pour fonction de préparer les suppressions massives de postes : déjà 550 en cours, et quand on sait que 4 millions

d'euros équivalent à 100 emplois en moins, on imagine les conséquences aussi bien pour les personnels que pour les usagers.

Et pendant qu'on affaiblit l'hôpital public, on favorise les cliniques privées : Antoine Rufenacht, en tant que président du CA de l'hôpital, a privatisé le parking de l'hôpital Monod (devenu payant !), en tant que maire du Havre, il a décidé que le nouveau tramway desservirait la nouvelle clinique privée ! Pire, la construction du nouveau « pavillon mère enfant urgence » (PFMEU) qui, avec 4 000 accouchements par an, devait permettre le redressement financier du GHH, mais qui menace directement les maternités de proximité des villes comme Lillebonne et Fécamp, est à l'arrêt, alors que l'ouverture était prévue pour... 2007 ! Et ce n'est pas la mise en place des mesures proposées par le rapport Larcher qui va améliorer la situation. Le rapport prévoit une nouvelle gouvernance interne de l'hôpital en renforçant les pouvoirs du directeur qui deviendrait le seul responsable et qui pourrait venir aussi bien du public que du privé.

soigner ! Le collectif a multiplié les initiatives sur la ville, aussi bien dans la rue aux côtés des salarié-es en grève les 15 et 22 mai derniers, qu'en organisant des réunions d'informations et de sensibilisations (par exemple celle du 27 mai à l'Université du Havre avec Marcel-Francis Kahn, professeur émérite de rhumatologie à Paris VII).

Vers une convergence avec les autres services publics

La rentrée s'annonce fracassante puisque le rapport et les préconisations de la Chambre Régionale des comptes remis le 15 septembre à l'Agence Régionale d'Hospitalisation annonce une réorganisation brutale (sic) de l'établissement avec des suppressions massives de postes et des abandons d'activités. Il y aurait un « sur-effectif de 18 % », soit plus de 700 postes !

C'est toute la santé publique qui est menacée car parallèlement la Générale de santé (privée) profite de la crise financière du GHH pour augmenter ses activités et son chiffre d'affaires.

La prochaine échéance pour le collectif unitaire et l'intersyndicale sera une mobilisation au moment de la tenue du prochain CA le 24 septembre, mais les actions (pétitions, grève unitaire du 23 septembre) qui se développent pour empêcher la privatisation de la Poste offrent des perspectives de convergence autour de la défense de tous les services publics. Le tract unitaire (UGFF CGT, FSU, Solidaires) est un des outils pour y arriver. ●

ALAIN PONVERT

Quelques informations sur le groupement hospitalier havrais (GHH)

- ✓ avec 4 800 personnes (dont 300 médecins), le GHH est le premier employeur de l'agglomération.
- ✓ L'agglomération est la 25^{ème} unité urbaine de France mais ne dispose pas de CHR
- ✓ Dans la zone « estuaire », 20 entreprises sont classées Sévés0 !
- ✓ Des services comme la médecine, la gériatrie, la stomatologie et le secteur de la santé mentale sont largement déficitaires.
- ✓ Le président du CA est Antoine Rufenacht, directeur de campagne de Chirac en 2002.

Une riposte unitaire

Face à la catastrophe annoncée, un collectif très large⁽¹⁾ de défense de l'hôpital public et du droit aux soins s'est créé. Il a semblé important à ceux et celles qui ont été à l'origine du collectif de lier les problèmes de l'emploi public avec ceux de l'accès aux services publics. Dans une ville où la situation sanitaire est fragile et où l'offre de soin est largement déficitaire, la réduction des activités du GHH, voire sa disparition, auraient des conséquences sociales dramatiques sur les populations les plus « fragiles » : en effet, selon un sondage IFOP, 34 % de ceux qui gagnent moins de 800 euros par mois renoncent à se

1) Il regroupe les syndicats des salarié-es du GHH CFDT et Solidaires, les UL CGT et CFDT, syndicats des autres services publics dont la FSU, partis politiques : PCF, PS, MRC, les Verts, le PRG, LCR et aussi les associations de patients : Adéva 76 (victimes de l'amiante), Vaincre la mucoviscidose et AIDES.